

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/203587]

9 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services et l'arrêté royal du 7 juin 2007 concernant le Fonds de Formation Titres-Services

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, les articles 2, § 2, alinéa 2, inséré par la loi du 22 décembre 2008, et 9bis, § 1^{er}, alinéa 2, inséré par la loi du 27 décembre 2006 et remplacé par le décret du 28 avril 2016;

Vu l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services;

Vu l'arrêté royal du 7 juin 2007 concernant le Fonds de Formation Titres-Services;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 novembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 novembre 2018;

Vu le rapport du 22 novembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 29 janvier 2019;

Vu l'avis n° 50-2019 de l'Autorité de protection des données, donné le 27 février 2019;

Vu l'avis 65.809/4 du Conseil d'Etat, donné le 29 avril 2019 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis n° 1402 du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 14 janvier 2019;

Considérant l'étude « Discriminations et familles monoparentales : étude juridique et législative sur les risques potentiels de discrimination des législations relatives aux familles monoparentales » réalisée par l'Université de Namur;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services*

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7^o et 8^o, de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services, modifié par l'arrêté royal du 28 septembre 2008, les mots « l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées » sont à chaque fois remplacés par les mots « l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles ».

Art. 2. Dans l'article 2, alinéa 2, du même arrêté, les mots « chez l'utilisateur » sont remplacés par les mots « en faveur de l'utilisateur ».

Art. 3. Dans l'article 2bis/1 du même arrêté royal, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit : « L'obligation visée à l'alinéa 1^{er} entre en vigueur au 1^{er} janvier 2021. ».

Art. 4. À l'article 2bis/2 du même arrêté royal, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit : « L'obligation visée à l'alinéa 1^{er} entre en vigueur au 1^{er} janvier 2021 ».

Art. 5. À l'article 2ter du même arrêté royal, inséré par l'arrêté royal du 9 janvier 2004 et modifié par l'arrêté royal du 12 juillet 2009 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016, les mots « du Conseil économique et social de Wallonie » sont à chaque fois remplacés par les mots « du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie ».

Art. 6. À l'article 2quater du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 9 janvier 2014 et modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 3, alinéa 2, 1^o, les mots « d'attente » sont remplacés par les mots « d'insertion »;

2^o au paragraphe 3, alinéa 2, 3^o, les mots « centres publics d'aide sociale » sont remplacés par les mots « centres publics d'action sociale »;

3^o au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, 2^o, les mots « la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie, la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes et » sont insérés entre les mots « indirecte visée à » et les mots « la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination »;

4^o au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, 6^o, les mots « une exonération de paiement de cotisations patronales pour la sécurité sociale est accordée en application de l'article 7 de l'arrêté royal n°474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'État auprès de certains pouvoirs locaux ou de l'article 99, alinéa 1^{er}, de la loi-programme du 30 décembre 1998 » sont remplacés par les mots « une aide est allouée en vertu du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement ou en vertu du décret du 2 mai 2013 relatif aux incitants financiers visant à favoriser l'engagement de personnel auprès de certaines entreprises »;

5^o au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, 12^o, les mots « dans le présent arrêté à l'exception de l'article 2bis/2 qui n'est pas une condition d'agrément » sont remplacés par les mots « ses arrêtés d'exécution »;

6^o le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, 13^o, est supprimé;

7^o au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, 14^o, les mots « centres publics d'aide sociale » sont remplacés par les mots « centres publics d'action sociale »;

8^o au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, 17^o, a), les mots « précédant la demande d'agrément » sont remplacés par le mot « écoulées »;

9^o le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, 17^o, c), est remplacé par « dans les cinq années écoulées, a été déclarée responsable des engagements ou dettes d'une société ou d'une association en faillite ou pour laquelle le tribunal n'a pas prononcé l'effacement des dettes »;

10° au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, 17°, d), les mots « précédant la demande d'agrément » sont remplacés par le mot « écoulées »;

11° au paragraphe 4, un alinéa rédigé comme suit est inséré après l'alinéa 3 :

« Pour la condition visée à l'alinéa 1^{er}, 17°, le délai est décompté depuis la période d'intégration dans l'entreprise. La période d'intégration dans l'entreprise commence le jour où la personne devient administratrice, gérante, mandataire ou personne ayant le pouvoir d'engager l'entreprise et cesse le jour où la personne n'exerce plus aucune de ces fonctions. ».

Art. 7. À l'article 20cties, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 9 janvier 2004 et modifié par l'arrêté royal du 28 septembre 2008 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016, le 3^e tiret est abrogé.

Art. 8. À l'article 3, § 2, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 4 est complété par la phrase suivante « L'utilisateur établit que l'enfant handicapé est à sa charge par la production d'une attestation fiscale ou d'une attestation de composition de ménage délivrée par son administration communale ou d'une attestation de sa caisse d'allocations familiales établissant qu'il est contribuable d'allocations familiales. »;

2° l'alinéa 5 est complété par un 4° rédigé comme suit :

« 4° il établit, par un jugement ou un acte enregistré qu'il accueille ses enfants dans le cadre d'un hébergement égalitaire et, par une attestation de composition de ménage délivrée par son administration communale, qu'il habite seul. »;

3° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 6 et 7 :

« La société émettrice et le FOREm conservent les attestations visées aux alinéas 4 à 6 jusqu'à la fin de l'année civile et les détruisent ensuite. ».

Art. 9. Dans l'article 7 du même arrêté royal, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 12 juillet 2009, le mot « neuvième » est remplacé par le mot « dixième ».

Art. 10. Dans l'article 10, § 3, du même arrêté royal, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « ou de retrait » sont insérés entre les mots « en cas de refus » et les mots « d'agrément »;

2° les mots « de suspension d'agrément » sont à chaque fois remplacés par les mots « de retrait avec sursis de l'agrément ».

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté royal du 7 juin 2007 concernant le Fonds de Formation Titres-Services*

Art. 11. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 7 juin 2007 concernant le Fonds de Formation Titres-Services, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 6°, les mots « la Direction de la Formation professionnelle » sont remplacés par les mots « la Direction des Emplois de Proximité »;

2° le 7° est remplacé par ce qui suit : « 7° le CESE Wallonie : le Conseil économique, social et environnemental de Wallonie ».

Art. 12. Dans l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, du même arrêté royal, remplacé par l'arrêté royal du 22 juillet 2009 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016, à l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots « ou au sein de tout autre secteur d'activité » sont abrogés.

Art. 13. Dans l'article 4 du même arrêté royal, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « du Conseil économique et social de Wallonie » sont remplacés par les mots « du CESE Wallonie »;

2° au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « le CESW » sont remplacés par les mots « le CESE Wallonie »;

3° au paragraphe 4, les mots « Le Conseil économique et social de Wallonie » sont remplacés par les mots « Le CESE Wallonie ».

Art. 14. Dans l'article 5 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 6, alinéa 2, les mots « indéterminée ou jusqu'à ce que le Ministre revoie cette durée de validité » sont remplacés par les mots « de dix ans »;

2° l'article est complété par un paragraphe 7 rédigé comme suit :

« § 7. L'entreprise bénéficiaire visée à l'article 2^{ter} de la loi peut se prévaloir de l'approbation de formation reçue par l'entreprise cédante.

L'entreprise bénéficiaire informe l'Administration de la transformation juridique. ».

Art. 15. A l'article 6, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, 1°, les mots « le prénom, le numéro de registre national » sont insérés entre les mots « la signature du formateur, le nom » et « et la signature du travailleur titre-service »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, 2°, les mots « comprenant leur nom, prénom et numéro de registre national, » sont insérés entre les mots « les différents travailleurs titres-services » et « et par le formateur interne »;

3° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, 3°, les mots « le numéro de registre national, le nom et le prénom de chacun de ces travailleurs titres-services, » sont ajoutés entre les mots « comprenant » et « le nom de la formation »;

4° dans le paragraphe 2, les mots « 30 juin » sont remplacés par les mots « 31 mars »;

5° l'article est complété par le paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Le FOREm est responsable du traitement des données à caractère personnel des travailleurs et des formateurs reçues dans le cadre des demandes de remboursement. Il assure le respect des droits des personnes visés aux articles 12 à 22 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

Le FOREm conserve les pièces visées au paragraphe 1^{er} pendant 10 ans et les détruit ensuite. ».

Art. 16. Dans l'article *6bis*, § 6, alinéa 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 22 juillet 2009 et remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 les mots « indéterminée ou jusqu'à ce que le Ministre revoie cette durée de validité » sont remplacés par les mots « de dix ans ».

Art. 17. Dans l'article *6ter*, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 22 juillet 2009 et modifié par l'arrêté royal du 10 octobre 2013 et les arrêtés du Gouvernement wallon des 3 septembre 2015 et 1^{er} décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, 1^o, les mots « le prénom, le numéro de registre national » sont insérés entre les mots « la signature du formateur, le nom » et « et la signature du travailleur titre-service »;

2^o dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, 2^o, les mots « le numéro de registre national, le nom et le prénom de chacun de ces travailleurs titres-services, » sont insérés entre les mots « comprenant » et « le nom de la formation »;

3^o dans le paragraphe 2, les mots « 30 juin » sont remplacés par les mots « 31 mars »;

4^o l'article est complété par le paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Le FOREm est responsable du traitement des données à caractère personnel des travailleurs et des formateurs reçues dans le cadre des demandes de remboursement. Il assure le respect des droits des personnes visés aux articles 12 à 22 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

Le FOREm conserve les pièces visées au paragraphe 1^{er} pendant 10 ans et les détruit ensuite. ».

Art. 18. A l'article *6quater*, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 10 octobre 2013 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 et, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 6, 1^o, les mots « le nom, le prénom et la mention du numéro de registre national de ce dernier, » sont insérés entre les mots « comprenant » et « le nom de la formation »;

2^o dans le paragraphe 2, les mots « 30 juin » sont remplacés par les mots « 31 mars »;

3^o l'article est complété par le paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Le FOREm est responsable du traitement des données à caractère personnel des travailleurs et des formateurs reçues dans le cadre des demandes de remboursement. Il assure le respect des droits des personnes visés aux articles 12 à 22 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

Le FOREm conserve les pièces visées au § 1^{er} pendant 10 ans et les détruit ensuite. ».

Art. 19. Dans l'article 9 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le texte actuel devient le paragraphe 1^{er} ;

2^o au nouveau paragraphe 1^{er}, les mots « pour autant que le budget global concernant le Fonds de formation titres-services attribué au FOREm pour l'année calendrier concernée ne soit pas dépassé » sont supprimés;

3^o l'article est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. En cas d'insuffisance des crédits budgétaires, la priorité est donnée aux demandes introduites sur base des articles 6 ou *6ter*, puis aux demandes introduites sur base de l'article *6quater*.

Entre les demandes introduites sur base d'un même article, la priorité est donnée aux dossiers dans l'ordre chronologique de leur introduction auprès du FOREm. ».

Art. 20. Dans l'article 10 du même arrêté, les mots « au CESW » sont remplacés par les mots « au CESE Wallonie ».

Art. 21. Dans le même arrêté, il est inséré un article *10quater*, rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'article *6bis*, § 6, alinéa 2, les formations approuvées avant le 1^{er} janvier 2010 conservent leur validité jusqu'au 1^{er} janvier 2020. ».

CHAPITRE III. — *Disposition finale*

Art. 22. Le Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution de présent arrêté.

Namur, le 9 mai 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique,
de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/203587]

9 MEI 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques en van het koninklijk besluit van 7 juni 2007 betreffende het opleidingsfonds dienstencheques

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen, artikelen 2, § 2, lid 2, ingevoegd bij de wet van 22 december 2008, en *9bis*, § 1, lid 2, ingevoegd bij de wet van 27 december 2006 en vervangen door het decreet van 28 april 2016;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 juni 2007 betreffende het opleidingsfonds dienstencheques;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 november 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 november 2018;

Gelet op het rapport van 22 november 2018, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), gegeven op 29 januari 2019;

Gelet op het advies nr. 50-2019 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 27 februari 2019;

Gelet op het advies nr. 65.809/4 van de Raad van State, gegeven op 29 april 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies nr. 1402 van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië), gegeven op 14 januari 2019;

Gelet op het onderzoek "Discriminations et familles monoparentales : étude juridique et législative sur les risques potentiels de discrimination des législations relatives aux familles monoparentales" (Discriminaties en eenoudergezinnen: juridisch en wetgevend onderzoek naar de mogelijke risico's van discriminatie in de wetgevingen met betrekking tot eenoudergezinnen) uitgevoerd door de Universiteit van Namen;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen van het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques***Artikel 1.** In artikel 1, lid 1, 7° en 8°, van het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 september 2008, worden de woorden "l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" telkens vervangen door de woorden "l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles".**Art. 2.** In artikel 2, lid 2, van hetzelfde besluit worden de woorden "bij de gebruiker" vervangen door de woorden "ten voordele van de gebruiker".**Art. 3.** In artikel 2bis/1 van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016, wordt het derde lid vervangen als volgt: "De in lid 1 bedoelde verplichting treedt in werking op 1 januari 2021".**Art. 4.** In artikel 2bis/2 van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016, wordt het derde lid vervangen als volgt: "De in lid 1 bedoelde verplichting treedt in werking op 1 januari 2021".**Art. 5.** In artikel 2ter van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 9 januari 2004 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 juli 2009 en het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016, worden de woorden "de Conseil économique et social de la Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië) telkens vervangen door de woorden "de Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, sociaal en Milieuraad van Wallonië).**Art. 6.** In artikel 2quater van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 9 januari 2014 en laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 3, tweede lid, 1°, wordt het woord "wacht" vervangen door het woord "inschakelings";

2° in paragraaf 3, lid 2, 3°, in de Franstalige versie worden de woorden "centres publics d'aide sociale" vervangen door de woorden "centres publics d'action sociale";

3° in paragraaf 4, lid 1, 2°, worden de woorden "de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen en" ingevoegd tussen de woorden "zoals bedoeld in" en de woorden "de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie";

4° in paragraaf 4, lid 1, 6°, worden de woorden "een vrijstelling van betaling van werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid wordt toegekend met toepassing van artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van de door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen of van artikel 99, eerste lid, van de programmawet van 30 december 1988" vervangen door de woorden "een tegemoetkoming wordt verleend krachtens het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs, of krachtens het decreet van 2 mei 2013 betreffende de financiële incentives ter bevordering van de indienstneming van personeel bij sommige ondernemingen";

5° in paragraaf 4, lid 1, 12°, worden de woorden "in dit besluit na te leven met uitzondering van artikel 2bis/2 dat geen erkenningsvoorwaarde is" vervangen door de woorden "de uitvoeringsbesluiten ervan na te leven";

6° paragraaf 4, lid 1, 13°, wordt geschrapt;

7° in paragraaf 4, lid 1, 14°, in de Franstalige versie worden de woorden "centres publics d'aide sociale" vervangen door de woorden "centres publics d'action sociale";

8° in paragraaf 4, lid 1, 17°, a) worden de woorden "vóór de erkenningsaanvraag" vervangen door de woorden "die afgelopen is";

9° paragraaf 4, lid 1, 17°, c), wordt door "die in de afgelopen vijf jaar verantwoordelijk is gehouden voor de verbintenissen of de schulden van een failliet verklaarde vennootschap of vereniging of waarvoor de rechtbank de kwijtschelding van de schulden niet uitgesproken heeft" vervangen;

10° in paragraaf 4, lid 1, 17°, d) worden de woorden "vóór de erkenningsaanvraag" vervangen door de woorden "die afgelopen is";

11° in paragraaf 4 wordt een lid na lid 3 ingevoegd, luidend als volgt:

"Wat betreft de voorwaarde bedoeld in lid 1, 17°, wordt de termijn vanaf de integratieperiode binnen de onderneming berekend. De integratieperiode binnen de onderneming begint de dag waarop de persoon bestuurder, zaakvoerder, lasthebber of persoon bevoegd om de onderneming te verbinden wordt en houdt op de dag waarop de persoon niet langer een van die functies uitoefent."

Art. 7. In artikel 2octies, § 1, lid 2, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 9 januari 2004 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 september 2008 en het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016, wordt het derde streepje opgeheven.

Art. 8. In artikel 3, § 2, van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 4 wordt aangevuld met volgende zin "De gebruiker toont aan dat het gehandicapte kind ten laste van hem is door het overleggen van een fiscaal attest of een attest van gezinssamenstelling afgegeven door zijn gemeentebestuur of een attest van zijn kinderbijslagkas waaruit blijkt dat hij kinderbijslagtrekkende is.";

2° lid 5 wordt aangevuld met een punt 4°, luidend als volgt:

"4° hij toont aan door middel van een vonnis of een geregistreerde akte dat hij zijn kinderen in het kader van een gelijkmatig verdeelde huisvesting ontvangt en dat hij alleen woont door middel van een attest van gezinssamenstelling afgegeven door zijn gemeentebestuur";

3° er wordt tussen leden 6 en 7 volgend lid ingevoegd:

"Het uitgiftebedrijf en de FOREm bewaren de in leden 4 tot 6 bedoelde attesten tot het einde van het kalenderjaar en vernietigen deze vervolgens."

Art. 9. In artikel 7 van hetzelfde koninklijk besluit, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 juli 2009, wordt het woord "negende" vervangen door het woord "tiende".

Art. 10. In artikel 10, § 3, van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "of van intrekking" worden ingevoegd tussen de woorden "in geval van weigering" en de woorden "van de erkenning";

2° de woorden "tot opschorting van de erkenning" worden telkens vervangen door de woorden "tot intrekking met uitstel van de erkenning".

*HOOFDSTUK II. — Wijzigingen van het koninklijk besluit van 7 juni 2007
betreffende het Opleidingsfonds dienstencheques*

Art. 11. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 7 juni 2007 betreffende het Opleidingsfonds dienstencheques, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 6° worden de woorden "de Directie Beroepsopleiding" vervangen door de woorden "de Directie Werk in de Directe Omgeving";

2° punt 7° wordt vervangen als volgt: "7° de "CESE" Wallonië: de Economische, sociaal en Milieuraad van Wallonië".

Art. 12. In artikel 2, § 1, eerste lid, 2°, van hetzelfde koninklijk besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 22 juli 2009 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016, in het eerste lid, 2°, worden de woorden "of binnen elke andere activiteitssector" geschrapt.

Art. 13. In artikel 4 van hetzelfde koninklijk besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden "Conseil économique et social de Wallonie" vervangen door "CESE Wallonië";

2° in paragraaf 3, lid 2, wordt het woord "Raad" vervangen door de woorden "CESE Wallonië";

3° in paragraaf 4 worden de woorden "Conseil économique et social de Wallonie" vervangen door de woorden "CESE Wallonië".

Art. 14. In artikel 5 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 6, lid 2, worden de woorden "een onbepaalde duur of totdat de Minister die geldigheidsduur herziet" vervangen door de woorden "een periode van tien jaar";

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 7, luidend als volgt:

"§ 7. De steunontvangende onderneming bedoeld in artikel 2ter van de wet kan gebruik maken van de goedkeuring van opleiding die de overdragende onderneming ontvangen heeft.

De steunontvangende onderneming licht de Administratie over de juridische wijziging in."

Art. 15. In artikel 6 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, lid 3, 1°, worden de woorden "voornaam, rijksregisternummer" ingevoegd tussen de woorden "handtekening van de begeleider, naam" en "en handtekening van de dienstencheque-werknemer";

2° in paragraaf 1, lid 3, 2°, worden de woorden "met hun naam, voornaam en rijksregisternummer" ingevoegd tussen de woorden "de verschillende dienstencheque-werknemers" en "en de interne opleider";

3° in paragraaf 1, lid 3, 3°, worden de woorden "rijksregisternummer, naam en voornaam van elk van die dienstencheque-werknemers," ingevoegd tussen het woord "met" en de woorden "naam van de opleiding";

4° in paragraaf 2 worden de woorden "30 juni" vervangen door de woorden "31 maart";

5° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt:

"§ 4. De FOREm is verantwoordelijk voor de verwerking van de persoonsgegevens van werknemers en opleiders die in het kader van terugbetalingsaanvragen ontvangen worden. De FOREm zorgt voor de naleving van de rechten van de personen als bedoeld in artikelen 12 tot 22 van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming).

De FOREm bewaart de in paragraaf 1 bedoelde stukken gedurende tien jaar en vernietigt die vervolgens."

Art. 16. In artikel 6*bis*, § 6, lid 2, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 juli 2009 en vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015, worden de woorden "voor een onbepaalde duur of totdat de Minister die geldigheidsduur herziet" vervangen door de woorden "voor een periode van tien jaar".

Art. 17. In artikel 6*ter* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 juli 2009 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 oktober 2013 en de besluiten van de Waalse Regering van 3 september 2015 en 1 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, lid 3, 1°, worden de woorden "voornaam, rijksregisternummer" ingevoegd tussen de woorden "handtekening van de begeleider, naam" en "en handtekening van de dienstencheque-werknemer";

2° in paragraaf 1, lid 3, 2°, worden de woorden "rijksregisternummer, naam en voornaam van elk van die dienstencheque-werknemers," ingevoegd tussen het woord "met" en de woorden "naam van de opleiding";

3° in paragraaf 2 worden de woorden "30 juni" vervangen door de woorden "31 maart";

4° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt:

"§ 4. De FOREm is verantwoordelijk voor de verwerking van de persoonsgegevens van de werknemers en opleiders die in het kader van terugbetalingsaanvragen ontvangen worden. De FOREm zorgt voor de naleving van de rechten van de personen als bedoeld in artikelen 12 tot 22 van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming).

De FOREm bewaart de in paragraaf 1 bedoelde stukken gedurende tien jaar en vernietigt die vervolgens."

Art. 18. In artikel 6*quater* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 10 oktober 2013 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, lid 6, 1°, worden de woorden "naam, voornaam en vermelding van het rijksregisternummer van die laatste," ingevoegd tussen het woord "met" en de woorden "naam van de opleiding";

2° in paragraaf 2 worden de woorden "30 juni" vervangen door de woorden "31 maart";

3° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt:

"§ 3. De FOREm is verantwoordelijk voor de verwerking van de persoonsgegevens van de werknemers en opleiders die in het kader van terugbetalingsaanvragen ontvangen worden. De FOREm zorgt voor de naleving van de rechten van de personen als bedoeld in artikelen 12 tot 22 van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming).

De FOREm bewaart de in § 1 bedoelde stukken gedurende tien jaar en vernietigt die vervolgens."

Art. 19. In artikel 9 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de huidige tekst wordt paragraaf 1;

2° in de nieuwe paragraaf 1 worden de woorden "voor zover het globaal aan FOREm toegekende budget inzake het opleidingsfonds dienstencheques voor het desbetreffende kalenderjaar niet is overschreden" geschrapt;

3° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt:

"§ 2. In geval van onvoldoende begrotingskredieten wordt voorrang gegeven aan aanvragen die op grond van artikel 6 of 6*ter* en vervolgens aan aanvragen die op grond van artikel 6*quater* ingediend worden.

Onder de aanvragen die op grond van eenzelfde artikel ingediend worden, wordt voorrang gegeven aan de dossiers in de chronologische volgorde waarin zij bij de FOREm ingediend zijn."

Art. 20. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de woorden "aan de Raad" vervangen door de woorden "aan de CESE Wallonië".

Art. 21. In hetzelfde besluit wordt een artikel 10*quater* ingevoegd, luidend als volgt:

"In afwijking van artikel 6*bis*, § 6, lid 2, blijven de opleidingen die vóór 1 januari 2010 goedgekeurd zijn geldig tot 1 januari 2020."

HOOFDSTUK III. — Slotbepaling

Art. 22. De Minister van Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 mei 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET